

République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes¹. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par [le Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

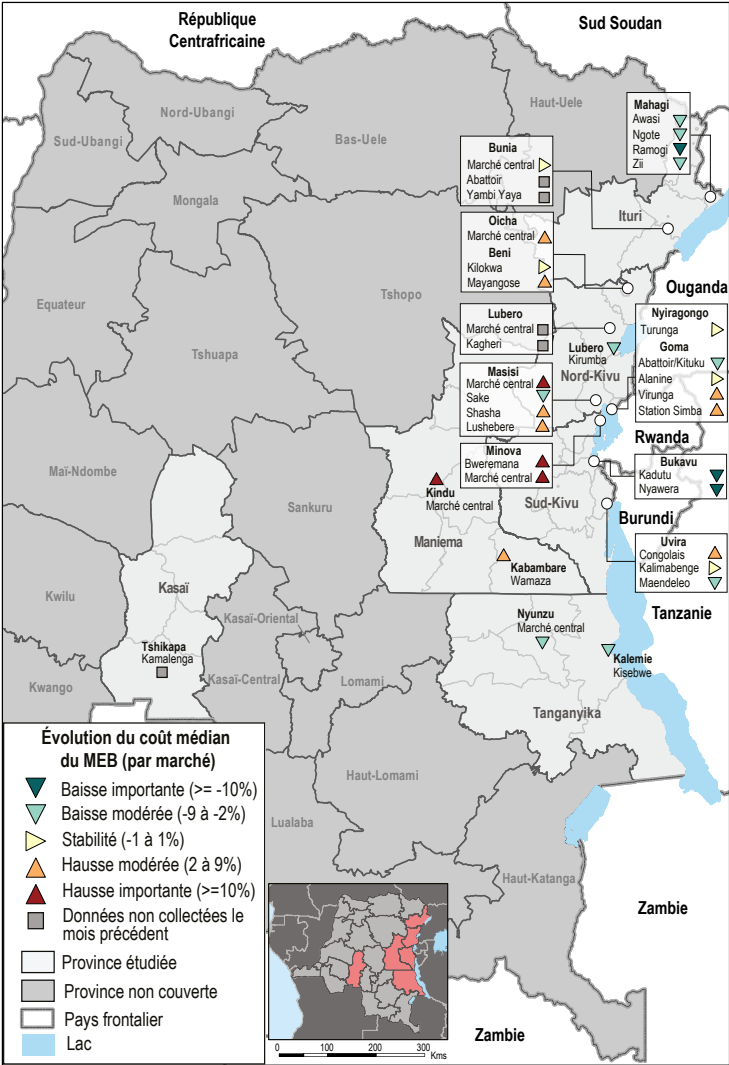
INDICATEURS CLÉS

Coût médian du MEB
328'629 FC
114,74 USD²
▼ -7 178 FC -2%
Minimum³ : 226'773 FC
Maximum : 458'822 FC

Taux de change
Officiel
1 USD² = 2'864 FC
► 0%
Taux médian calculé avec l'ICSM
1 USD = 2'900 FC
▲ +2%

11	Organisations partenaires
34	Marchés évalués
681	Commerçants enquêtés
64%	Femmes commerçantes
14	Produits évalués ⁴
Du 17 au 29 juin	
Dates de collecte	

Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



MESSAGES CLÉS

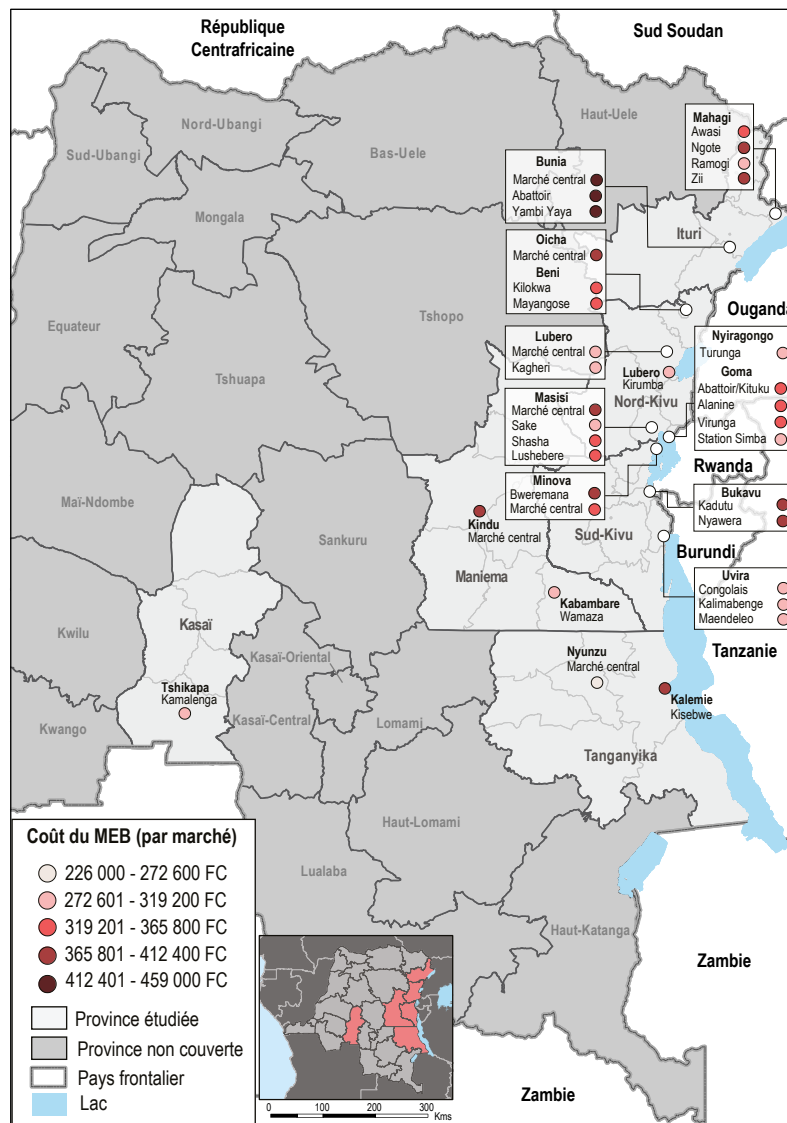
- Au mois de juin, le coût médian du MEB calculé sur l'ensemble des marchés évalués a diminué de 2%, pour atteindre 328'629 francs congolais (FC). Il s'échelonnait de 226'773 FC au marché central de Nyunzu au Tanganyika à 458'822 FC au marché Abattoir de Bunia en Ituri.
- Une hausse des coûts médians du MEB a été relevée dans les deux marchés évalués au Maniema. Cette hausse pourrait être expliquée par d'importantes difficultés (physiques et financières) pour les commerçants à acheminer les produits.
- Le coût médian du MEB a fortement augmenté au marché central de Masisi. Selon les commerçants interrogés, cette hausse serait attribuable à une baisse de la production de ces articles en raison du changement de saison culturale.
- Une amélioration de la fonctionnalité des marchés Congolais et Maendeleo d'Uvira a été relevée en juin. Une meilleure abordabilité des prix des produits sur les deux marchés, ainsi qu'un meilleur accès physique et sécuritaire au marché Congolais, seraient à l'origine de cette amélioration.

MEB⁵

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans⁶) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

Articles alimentaires	Qté/ ménage/ mois	
Farine de maïs	37,5 kg	
Farine de manioc	37,5 kg	
Haricots	27 kg	
Huile	3,3 L	
Sel	0,75 kg	
Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible	Qté/ ménage/ mois	
Savon en brique (800 g)	3 pièces	
Savon lessive en poudre (50 g)	6 pièces	
Bandes hygiéniques (paquet de 10)	2 pièces	
Combustible (braise, charbon, bois)	10 kg	
Articles ménagers essentiels (AME) ⁷	Qté/ ménage/an	
Natte deux places	2 pièces	
Moustiquaire deux places	2 pièces	
Bidon en plastique	2 pièces	
Pagne 100% coton	1 pièce	
Lampe solaire ou à pile	1 pièce	
Autres dépenses ⁸	Type de dépenses	Coût mensuel
Santé	Consultations et transport	70 200 FC
Éducation	Fournitures	4 875 FC
Communication	100 unités	2 000 FC
Abri	Entretien du logement	10 000 FC

Coût médian du MEB par marché

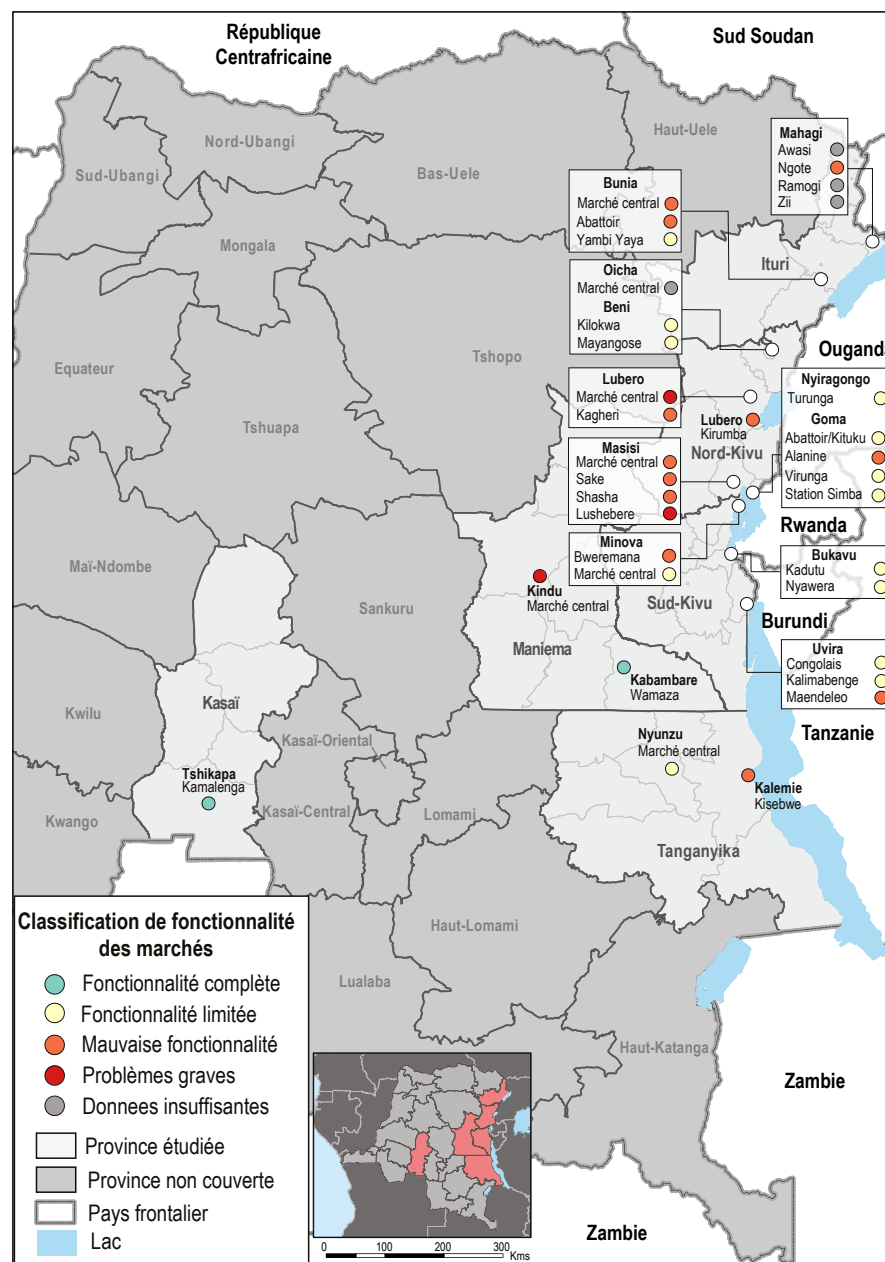


Tendances principales

- **Coûts médians du MEB en baisse sur l'ensemble des marchés évalués dans le territoire de Mahagi :** Contrairement au mois de mai, où la majorité des marchés évalués dans le territoire de Mahagi affichait une hausse du coût médian du MEB, le mois de juin a été marqué par **de fortes baisses du coût médian du MEB**, s'étendant de **-2% à -10% respectivement aux marchés Zii et Ramogi**. Les coûts médians du MEB calculés sur ces deux marchés étaient estimés à **314'586 FC et 379'799 FC** respectivement. Ces baisses s'expliquaient notamment par une **chute du coût médian du panier alimentaire** aux marchés Ramogi (-18%), Awasi (-13%) et Ngote (-12%), alors qu'elle était modérée au marché Zii (-3%). En particulier, il convient de noter que **le prix médian des haricots semblait avoir baissé** dans l'ensemble des marchés évalués, bien que des disparités existaient pour les autres produits évalués. Toutefois, si au marché Zii, les commerçants vendant des produits alimentaires ont en majorité rapporté une hausse des prix de ces produits (8/15), les commerçants interrogés au marché Awasi (13/15) et Ngote (14/23) ont rapporté que les prix étaient restés constants par rapport au mois précédent la collecte de données. Malgré des **hétérogénéités selon les différents marchés**, les commerçants interrogés dans l'ensemble des marchés évalués du territoire vendant des produits alimentaires (19/68), ont déclaré que ces baisses étaient attribuables à **l'autoproduction de ces articles par les clients** (10/47), à la **hausse des prix pratiqués par les fournisseurs** (9/19) et, dans une moindre mesure, à la **baisse du taux de change** (8/19), ainsi qu'à **l'augmentation de la production** de ces articles en raison du **changement de saison culturelle** (8/19). Toutefois, malgré la baisse du coût médian du panier alimentaire, le **coût médian du panier AME a augmenté** dans les marchés Ramogi⁹ et Awasi.
- **Hausse du coût médian du MEB au marché Wamaza de Kabambare et au marché central de Kindu :** Après une baisse au mois de mai, le coût médian du MEB au **marché Wamaza** dans la zone de santé (ZS) de Saramabila **a augmenté de 7%** au mois de juin, pour atteindre **304'091 FC**. La hausse observée serait attribuable à une **augmentation du prix médian des haricots** (+30%). Toutefois, la majorité des commerçants interrogés vendant des produits alimentaires (13/15) a déclaré que les prix étaient restés constants sur la période. Au **marché central de Kindu**, le coût médian du MEB **a augmenté de 10%** au mois de juin, pour atteindre **385'405 FC**. La **farine de manioc** a notamment fortement augmenté entre mai et juin (+117%). Selon les commerçants interrogés vendant des produits alimentaires et ayant rapporté une hausse des prix de ces produits (8/9), cette situation serait attribuable à **la hausse des coûts de transport** (3/8), aux **difficultés des commerçants à restocker ces articles**, limitant ainsi leur disponibilité (3/8), et au **changement de saison** qui aurait eu un impact négatif sur les **conditions de circulation** (3/8). En outre, selon un média local, la hausse observée des prix des produits vivriers dans la province du Maniema s'expliquerait par **des difficultés d'acheminement des produits** depuis le début de l'année entre le Nord-Kivu, Sud-Kivu et le Maniema¹⁰.
- **Hausse du coût médian du MEB au marché central de Masisi :** Le coût médian du MEB au **marché central de Masisi** **a augmenté de 15%** au mois de juin, atteignant **396'305 FC**. Cette hausse s'expliquerait par une hausse du coût médian du panier alimentaire due à une hausse des prix médians de la farine de maïs et du sel. Selon les commerçants interrogés vendant des produits alimentaires et ayant déclaré une hausse des prix de ces articles (6/17), cette hausse serait due à **une baisse de la production** de ces articles en raison du **changement de saison culturelle** (3/6).

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS) :** les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS) :** tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS) :** les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS) :** les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et / ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS) :** les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

Classification de la fonctionnalité des marchés¹¹

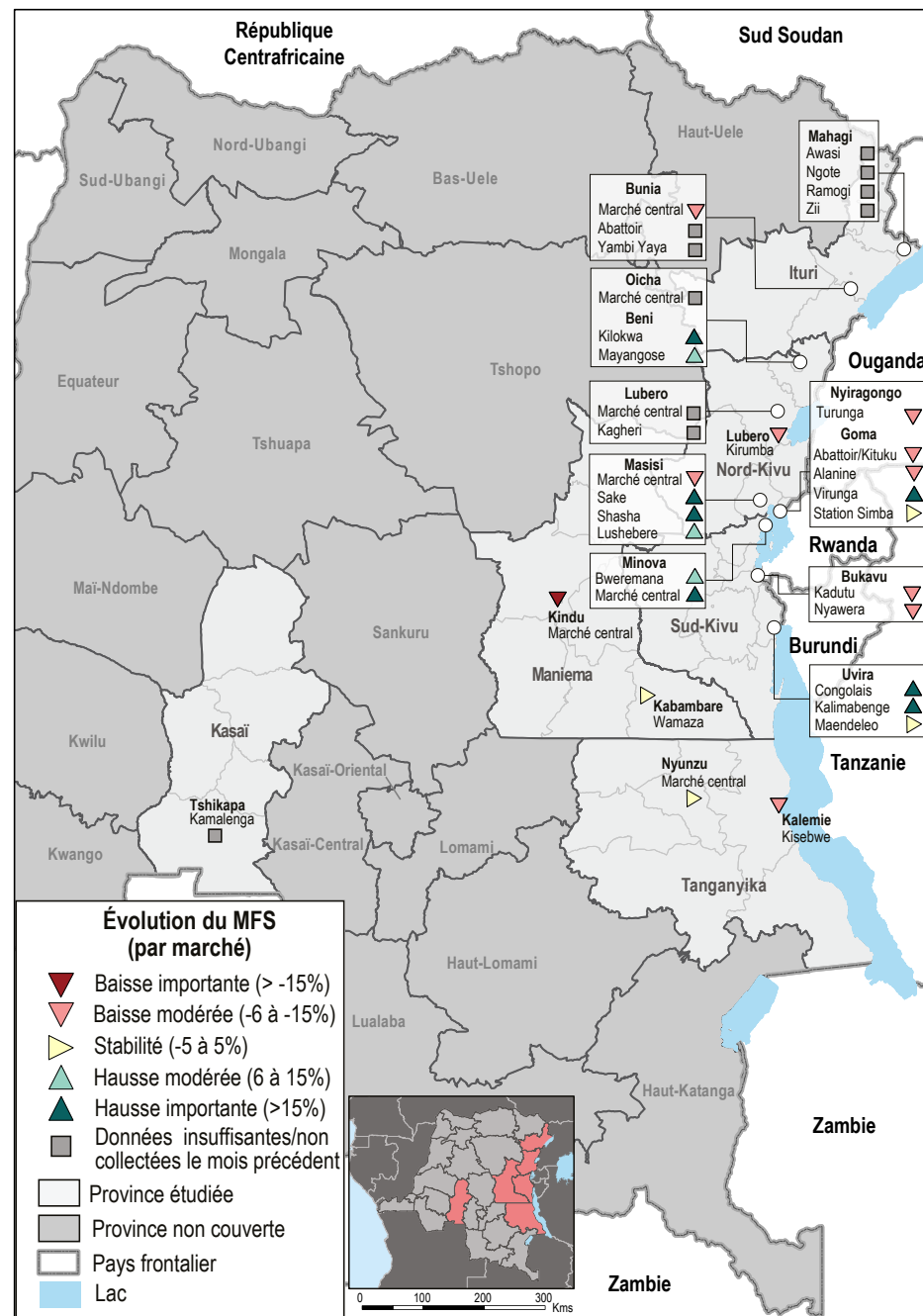


Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est $> 80\%$ du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est $> 50\%$ du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est $\leq 50\%$ du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est $< 25\%$ du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités¹³.

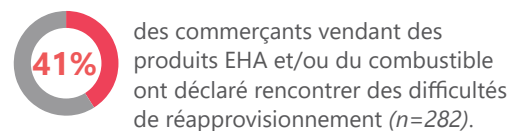
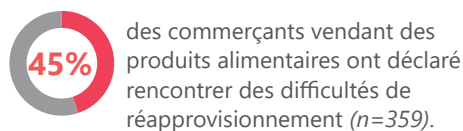
Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché



Tendances principales

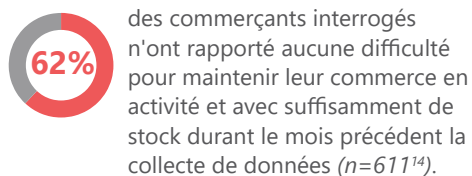
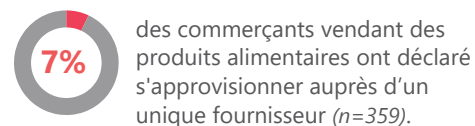
- **Détérioration de la fonctionnalité au marché Lushebere** : Le marché Lushebere de Masisi avait de graves problèmes de fonctionnalité en juin alors qu'il avait une mauvaise fonctionnalité en mai. Bien que des difficultés d'abordabilité des prix des produits (liées aux contraintes financières des clients et à l'imprévisibilité des prix due à l'instabilité du taux de change) aient déjà été signalées en mai, de nouveaux problèmes sont apparus en juin. En effet, l'accès physique au marché semble s'être détérioré en juin, alors que l'accès sécuritaire y était toujours limité. Par ailleurs, malgré une bonne disponibilité des produits, les infrastructures de ce marché semblaient s'être dégradées en juin, avec des commerçants ayant davantage rapporté l'existence de bâtiments endommagés ou dangereux ainsi que l'absence d'espaces de stockage sur le marché. Les modalités de paiement acceptées en dehors de l'argent liquide (infrastructures de paiement) restaient toujours limitées en juin.
- **Amélioration de la fonctionnalité au marché central de Goma, stabilité aux marchés Abattoir, Station Simba et Alanine** : La fonctionnalité du marché central de Goma s'est améliorée en juin, passant d'une mauvaise fonctionnalité à une fonctionnalité limitée. Un meilleur accès physique et sécuritaire au marché rapporté par les commerçants interrogés était à l'origine de cette amélioration. En outre, les commerçants interrogés en juin ont été moins nombreux à rapporter dépendre d'un seul fournisseur et à avoir des difficultés à maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock. Par ailleurs, les marchés Abattoir et Station Simba disposaient, comme au mois de mai, d'une fonctionnalité limitée, avec notamment une faible abordabilité des prix des produits. Au marché Abattoir, l'accessibilité (accès physique et sécuritaire) y était toujours limitée. En outre, les commerçants interrogés ont été moins nombreux à rapporter avoir des difficultés à maintenir leur commerce ouvert avec suffisamment de stock, avec également une amélioration des infrastructures de stockage en juin, qui devra être confirmée avec les données de juillet. Enfin, la fonctionnalité du marché Alanine était mauvaise, tout comme en mai. En effet, l'abordabilité des prix des produits y était faible et s'est encore dégradée en juin, avec des difficultés accrues des commerçants à prévoir les prix qui seront pratiqués par les fournisseurs au cours du mois suivant la collecte de données. L'accès physique au marché s'est également de nouveau détérioré en juin, alors que l'accès sécuritaire restait limité.
- **Amélioration de la fonctionnalité aux marchés Congolais et Maendeleo d'Uvira, stabilité au marché Kalimabenge** : La fonctionnalité des marchés Congolais et Maendeleo d'Uvira semble s'être améliorée entre mai et juin. Au marché Congolais, qui est passé d'une mauvaise fonctionnalité en mai à une fonctionnalité limitée en juin, une amélioration de l'accès physique et sécuritaire et de l'abordabilité des prix des produits a été observée. Par ailleurs, la fonctionnalité du marché Maendeleo s'est améliorée, passant de graves problèmes à mauvaise. Si l'accès et l'abordabilité des prix des produits étaient toujours problématiques sur le marché, les commerçants interrogés ont eu tendance à moins rapporter stocker leurs articles en dehors du marché, ce qui a conduit à une légère amélioration des infrastructures de stockage qu'il conviendra de confirmer au prochain cycle de collecte. Enfin, la fonctionnalité du marché Kalimabenge est restée limitée en juin. L'abordabilité des prix des produits y était toujours limitée, bien que les commerçants interrogés aient eu tendance à moins rapporter des difficultés financières pour leurs clients. En outre, l'accès physique et sécuritaire au marché s'est amélioré entre mai et juin.

RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

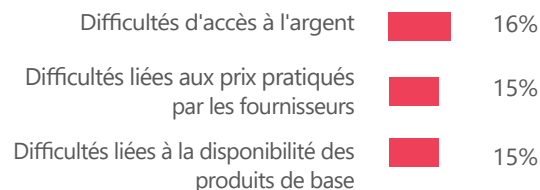


3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article :
(Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (N=160)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (N=115)	
1	Mauvais état des routes	36%	Coût élevé des taxes	39%
2	Coût élevé des taxes	36%	Coût élevé du transport	36%
3	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	35%	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	35%

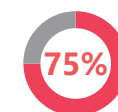
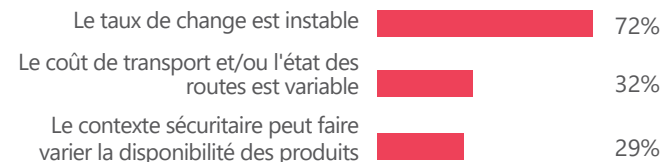


Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, $n=611^{14}$)

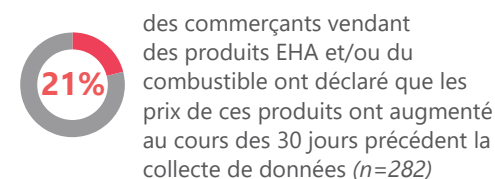
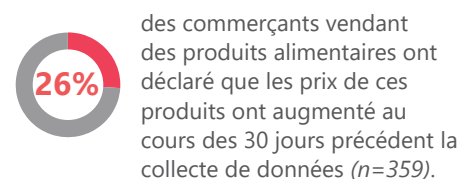


PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, $n=461$)

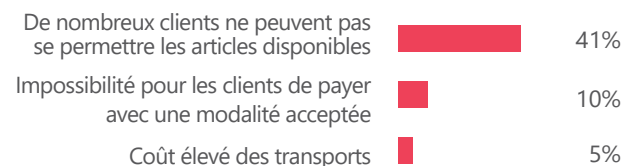


des commerçants interrogés ne pensaient pas pouvoir prédire correctement les prix de leurs fournisseurs au cours du mois suivant la collecte de données ($n=611^{14}$).

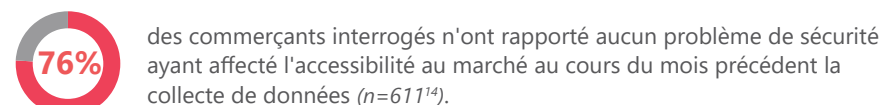


ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, $n=611^{14}$)



des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté financière pour leurs clients durant le mois précédent la collecte de données ($n=611^{14}$).



Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page [7](#). Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a

été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée¹⁵.

À partir d'avril 2025, une révision de la méthodologie d'imputation en cas d'articles non évalués sur un marché a été réalisée. Auparavant, lorsqu'un article n'avait pas été évalué sur un marché, le prix manquant était remplacé par le prix médian de cet article calculé sur l'ensemble des marchés évalués. Toutefois, des marchés plus proches géographiquement sont plus à même de connaître des situations similaires. Ainsi, le prix manquant pour un article est désormais remplacé par la médiane calculée au niveau administratif le plus proche (la zone de santé si cet article a été évalué dans un autre marché de la zone, au cas contraire le territoire, etc)¹⁶.

Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page [7](#).

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

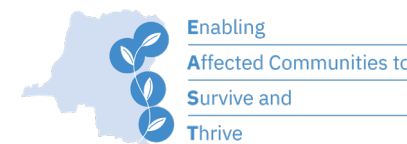
Partenaires de l'initiative :



solidarités
international



ANALYSE DE CRISES
RD CONGO



À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).

NOTES DE FIN

1 OCHA, février 2025, [République démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2025 \(février 2025\)](#).

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

3 Les valeurs minimales et maximales sont calculées au niveau du territoire.

4 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. Ce mois-ci, les prix des AME considérés pour les marchés non-évalués par le consortium d'EAST sont ceux d'avril 2025.

5 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. Ce mois-ci, les prix des AME considérés pour les marchés non-évalués par le consortium d'EAST sont ceux d'avril 2025.

6 Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe à indicateurs multiples [MICS-RDC-2018](#).

7 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

8 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du [MEB national harmonisé](#).

9 Le seuil de trois cotations n'a pas été atteint pour la quasi-totalité des articles AME au marché Ramogi. De ce fait, il convient d'interpréter ces variations avec précaution.

10 ACP, juin 2025, [Maniema : la hausse des prix des produits manufacturés en provenance de Goma, déplorée](#).

11 Au mois de mai, un problème de questionnaire a été observé pour les marchés évalués de Mahagi et d'Oicha sur les questions ayant trait à la fonctionnalité des marchés. Les réponses ayant été insuffisantes sur ces questions, il a été décidé de ne pas calculer le MFS pour ces marchés pour ce mois.

12 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% du score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

13 Les précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

14 Ce mois, un problème de questionnaire a été observé pour les marchés évalués de Mahagi et d'Oicha. Certaines questions en lien avec la fonctionnalité des marchés n'ont pas été posées à plusieurs commerçants interrogés. Pour ces questions, 611 commerçants ont répondu sur 681 commerçants interrogés au total.

15 À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sous recommandation de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés - calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché - quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de « la médiane des médianes », qui consistait à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés.

16 Il convient de noter que le changement de méthode d'imputation n'a entraîné que des changements mineurs dans les coûts calculés lors des analyses précédentes. Ces analyses restent donc pertinentes.

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

Le [Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Juin 2025	Base de données	
Mai 2025	Fiche d'information	Base de données
Avril 2025	Fiche d'information	Base de données
Mars 2025	Fiche d'information	Base de données
Evaluation rapide des marchés - Rutshuru	Fiche d'information	
Evaluation rapide des marchés - Nyiragongo	Fiche d'information	
Février 2025	Fiche d'information	Base de données
Janvier 2025	Fiche d'information	Base de données

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).